

Bruxelles, le 27 janvier 2017  
(OR. en)

5672/17

**PUBLIC 3**  
**INF 9**

## NOTE

---

Objet: RELEVÉ MENSUEL DES ACTES DU CONSEIL - SEPTEMBRE 2016

---

Le présent document dresse la liste des actes adoptés par le Conseil en septembre 2016<sup>1 2</sup>.

Il contient des informations sur l'adoption d'actes législatifs, notamment:

- la date d'adoption,
- la session pertinente du Conseil,
- la cote du document adopté,
- la référence au Journal officiel,
- les règles de vote applicables, les résultats du vote et, le cas échéant, les explications de vote, ainsi que les déclarations inscrites au procès-verbal du Conseil.

Le présent document contient également des informations relatives à l'adoption d'actes non législatifs que le Conseil a décidé de rendre publiques.

---

<sup>1</sup> À l'exception de certains actes de portée limitée tels que les décisions de procédure, les nominations, les décisions d'organes établis par des accords internationaux, les décisions budgétaires ponctuelles, etc.

<sup>2</sup> En ce qui concerne les actes législatifs adoptés dans le cadre de la procédure législative ordinaire, il est possible que la date de la session du Conseil au cours de laquelle l'acte a été adopté diffère de la date effective de l'acte en question, étant donné que les actes législatifs relevant de la procédure législative ordinaire ne sont considérés comme adoptés qu'après leur signature par le président du Conseil et le président du Parlement européen, ainsi que par les secrétaires généraux respectifs des deux institutions.

Le présent document est également disponible à l'adresse suivante:

[Relevé mensuel des actes du Conseil \(actes\) - Consilium](#)

Les documents mentionnés dans le relevé figurent dans le registre public des documents du Conseil à l'adresse suivante: [Documents et publications - Consilium](#)

Il est à noter que le présent document est publié uniquement à des fins d'information - seuls les procès-verbaux du Conseil font foi. Ils sont disponibles sur le site web du Conseil à l'adresse suivante: [Procès-verbaux du Conseil - Consilium](#)

---

## INFORMATIONS CONCERNANT LES ACTES ADOPTÉS PAR LE CONSEIL EN SEPTEMBRE 2016

### Procédure écrite achevée le 12 septembre 2016

#### ACTES LÉGISLATIFS

| ACTE                                                                                                                                                                                          | DOCUMENT            | RÈGLE DE VOTE      | RÉSULTATS DU VOTE                                              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|--------------------|----------------------------------------------------------------|
| Décision du Conseil du 12 septembre 2016 portant adoption de la position du Conseil sur le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2017<br>JO C 336 du 13.9.2016, p. 1 | 11166/16 + ADD1 à 6 | Majorité qualifiée | Tous les États membres ont voté pour, sauf:<br>Abstentions: UK |

### Déclaration du Conseil sur la présentation de l'état prévisionnel de la Commission pour 2017

Le Conseil rappelle le calendrier pragmatique qu'il a arrêté avec le Parlement européen et la Commission européenne lors du trilogue qui s'est tenu le 14 mars 2016 et qui fixait les dates de la procédure budgétaire en 2017. Ce calendrier pragmatique est indispensable en vue d'améliorer le fonctionnement de la procédure budgétaire et il contribue à assurer l'adoption en temps voulu du budget, conformément à l'accord institutionnel du 2 décembre 2013 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière.

Il est important que la Commission présente à un stade précoce l'état prévisionnel, de manière à laisser suffisamment de temps au Conseil pour entreprendre une analyse technique détaillée des estimations fournies, à maintenir un équilibre pour ce qui est du temps dont dispose chaque institution et à assurer le respect des différentes échéances fixées dans le calendrier pragmatique.

Le Conseil invite la Commission à veiller à présenter en temps voulu l'état prévisionnel pour les exercices à venir, conformément aux bonnes pratiques établies au cours des années précédentes ainsi qu'à l'objectif de l'accord institutionnel consistant à assurer le bon fonctionnement de la procédure budgétaire annuelle.

### **Déclaration du Conseil relative aux crédits de paiement**

Le Conseil examinera attentivement la lettre rectificative portant sur l'agriculture (en incluant les informations relatives aux recettes affectées) afin d'évaluer le niveau adéquat des ressources devant figurer au budget 2017 au titre de la rubrique 2 (Croissance durable: ressources naturelles).

Le Conseil demande à la Commission de continuer d'examiner minutieusement la mise en œuvre des programmes pour la période 2014-2020. À cette fin, il invite la Commission à présenter en temps utile des chiffres actualisés concernant la situation et les estimations relatives aux crédits de paiement en 2017 en vue de permettre à l'autorité budgétaire d'arrêter les décisions nécessaires en temps voulu pour des besoins justifiés.

### **Déclaration du Conseil sur la réduction de 5 % du personnel**

Le Conseil rappelle que le Parlement européen, le Conseil et la Commission sont convenus d'une réduction progressive de 5 % des effectifs figurant dans le tableau des effectifs à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2013, applicable à l'ensemble des institutions, organes et agences et qui devrait être effectuée entre 2013 et 2017, ainsi que le prévoit, au point 27, l'accord interinstitutionnel du 2 décembre 2013 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière.

Le Conseil prend note du suivi effectué par la Commission concernant les progrès qui ont été enregistrés à ce jour par les institutions en ce qui concerne l'objectif de réduction de 5 % du personnel, tel qu'il est présenté dans le tableau de l'appendice 1. Il invite la Commission à fournir également à cette occasion des données globales comparables pour les agences décentralisées et exécutives.

Le Conseil rappelle que l'échéance pour la mise en œuvre complète de la réduction des effectifs de 5 % est fixée à 2017. Il est très déçu de constater que les institutions, organes et agences ne parviendront pas tous à réaliser la réduction de 5 % des effectifs d'ici la fin de 2017 et il insiste pour que des mesures de suivi appropriées soient immédiatement prises pour faire le point de la situation et veiller à ce que tous les efforts soient mis en œuvre afin d'éviter tout nouveau retard dans la mise en œuvre de l'objectif de réduction de 5 % du personnel par l'ensemble des institutions, organes et agences.

Le Conseil souligne en outre l'importance d'un suivi attentif des crédits en ce qui concerne toutes les catégories de personnel externe, en gardant à l'esprit la capacité supplémentaire résultant de l'augmentation du temps de travail à 40 heures par semaine. Il salue l'aperçu des données consolidées relatives à tout le personnel externe employé par les institutions, que la Commission présente à l'appendice 2, conformément à l'article 38, paragraphe 3, point b), du règlement financier. Il invite la Commission à continuer de fournir ces informations à l'autorité budgétaire lors de la présentation des projets de budget pour les exercices futurs.

Le Conseil souligne que la réalisation de l'objectif de réduction du personnel de 5 % devrait permettre aux institutions de réaliser des économies dans leurs dépenses de fonctionnement administratif. Dans cette perspective, il invite la Commission à commencer à évaluer les résultats de l'exercice afin de tirer des enseignements pour l'avenir.

## Appendice 1 de l'ANNEXE II

| Postes figurant au tableau des effectifs - Toutes institutions                      |                          |                                        |                                                   |                                                       |             |             |             |             |               |                                                |              |
|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|----------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------|------------------------------------------------|--------------|
| Évolution à ce jour au regard de l'objectif de réduction de 5 % sur 5 ans 2013-2017 |                          |                                        |                                                   |                                                       |             |             |             |             |               |                                                |              |
| Institutions                                                                        | Budget 2012 <sup>1</sup> | Objectif de réduction de 5 % 2013-2017 | Objectif annuel de référence <sup>2</sup> de -1 % | Mise en œuvre de la réduction des postes <sup>3</sup> |             |             |             |             |               | Écart restant par rapport à l'objectif de -5 % |              |
|                                                                                     |                          |                                        |                                                   | 2013                                                  | 2014        | 2015        | 2016        | 2017        | Total         | Postes                                         | Points %     |
| Parlement européen <sup>5,6</sup>                                                   | 5 623                    | -281                                   | -56                                               | -                                                     | -37         | -47         | -18         | -           | -102          | 179                                            | 3,2 %        |
| Conseil européen et Conseil                                                         | 3 136                    | -157                                   | -31                                               | -46                                                   | -42         | -22         | -32         | -15         | -157          | -                                              | 0,0 %        |
| Commission                                                                          | 25 073                   | -1 254                                 | -251                                              | -250                                                  | -250        | -263        | -252        | -239        | -1 254        | -                                              | 0,0 %        |
| Cour de justice de l'Union européenne                                               | 1 952                    | -98                                    | -20                                               | -20                                                   | -20         | -7          | -13         | -19         | -79           | 19                                             | 1,0 %        |
| Cour des comptes européenne                                                         | 885                      | -44                                    | -9                                                | -9                                                    | -9          | -9          | -9          | -9          | -45           | -1                                             | -0,1 %       |
| Comité économique et social européen                                                | 673                      | -34                                    | -7                                                | -7                                                    | -7          | -7          | -7          | -6          | -34           | -                                              | 0,0 %        |
| Comité des régions                                                                  | 492                      | -25                                    | -5                                                | -                                                     | -5          | -5          | -7          | -9          | -26           | -1                                             | -0,2 %       |
| Médiateur européen                                                                  | 64                       | -3 <sup>4</sup>                        | -1                                                | -                                                     | -           | -1          | -1          | -1          | -3            | -                                              | 0,0 %        |
| Contrôleur européen de la protection des données                                    | 43                       | -2 <sup>4</sup>                        | -                                                 | -                                                     | -           | -1          | -1          | -           | -2            | -                                              | 0,0 %        |
| Service européen pour l'action extérieure <sup>7</sup>                              | 1 679                    | -84                                    | -17                                               | -                                                     | -17         | -17         | -17         | -17         | -68           | 16                                             | 1,0 %        |
| <b>Total institutions</b>                                                           | <b>39 620</b>            | <b>-1 982</b>                          | <b>-397</b>                                       | <b>-332</b>                                           | <b>-387</b> | <b>-379</b> | <b>-357</b> | <b>-315</b> | <b>-1 770</b> | <b>212</b>                                     | <b>0,5 %</b> |

<sup>1</sup> Emplois 2012 autorisés, hors élargissement à la Croatie (140 emplois) et groupes politiques du PE (1 015 emplois), moyennant les adaptations suivantes:

- 80 emplois ont été ajoutés au PE et enlevés au CESE (-48) et au Comité des régions (-32) afin de tenir compte de l'incidence de l'accord de coopération signé le 5 février 2014 entre ces institutions;
- 10 postes ont été transférés du Conseil au SEAE en 2014;
- 2 postes ont été transférés du SEAE à la Commission (PMO) en 2014;
- 1 poste a été transféré de la Cour des comptes à la Commission (PMO) en 2015;
- 1 poste a été transféré du Conseil au SEAE en 2015;
- 6 postes ont été transférés du Conseil à la Commission (PMO) en 2015;
- 2 postes ont été transférés du PE à la Commission en 2016;
- 1 poste a été transféré de la Cour des comptes à la Commission en 2016.

<sup>2</sup> Projection linéaire sur 5 ans à 1 % par an, chiffres arrondis.

<sup>3</sup> Sources: budgets autorisés 2013, 2014, 2015, 2016 (y compris les budgets rectificatifs et/ou projets de budgets rectificatifs) et projet de budget 2017.

<sup>4</sup> D'ici fin 2017, le Médiateur européen et le Contrôleur européen de la protection des données devraient respectivement réduire de 3 et 2 les postes dont ils disposent.

<sup>5</sup> L'objectif de réduction pour le PE se fonde sur le budget 2014 (hors postes relatifs aux groupes politiques), comme indiqué dans la déclaration du PE sur l'application du point 27 de l'accord interinstitutionnel (voir Budget 2016 - Conclusions communes). Le PE s'est engagé à poursuivre la réduction du nombre global de postes portés à son tableau des effectifs et à clôturer la procédure d'ici à 2019 (suppression de 60 postes en 2017-2018, et de 59 postes en 2019). Dans son état prévisionnel, le PE s'engage à exécuter la réduction de 60 emplois prévue pour 2017 lors de sa lecture du projet de budget 2017.

<sup>6</sup> Pour le PE, la colonne "2016" ne comprend pas les 35 emplois demandés dans le PBR n° 3/2016. Le PE devra confirmer son intention de maintenir ces postes lors de sa lecture du projet de budget 2017.

<sup>7</sup> Le SEAE s'est engagé à exécuter en 2018 la dernière tranche de la réduction des effectifs de 5 % (soit 16 postes).

## Appendice 2 de l'ANNEXE II

### Évolution du personnel externe dans toutes les institutions 2012-2017

| Nom de l'institution                      | B 2012       |               | B 2013       |               | B 2014       |               | B 2015       |               | B 2016 (y<br>compr. PBR 3/2016) |               | PB 2017      |               | Évolution 2017/2016 |          |              | Évolution 2017/2012 |            |              |
|-------------------------------------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|---------------------------------|---------------|--------------|---------------|---------------------|----------|--------------|---------------------|------------|--------------|
|                                           | En<br>Mio €  | ETP           | En<br>Mio €  | ETP           | En<br>Mio €  | ETP           | En<br>Mio €  | ETP           | En<br>Mio €                     | ETP           | En<br>Mio €  | ETP           | En<br>Mio €         | ETP      | % ETP        | En<br>Mio €         | ETP        | % ETP        |
| Parlement européen                        | 220,9        | 6 675         | 217,7        | 6 854         | 231,0        | 7 515         | 237,3        | 7 253         | 257,6                           | 7 672         | 265,7        | 7 718         | 3,1 %               | 46       | 0,6 %        | 20,3 %              | 1 043      | 15,6 %       |
| Conseil européen et Conseil               | 8,9          | 220           | 10,7         | 240           | 9,9          | 234           | 10,2         | 234           | 10,2                            | 234           | 10,8         | 234           | 5,4 %               | 0        | 0,0 %        | 21,4 %              | 14         | 6,4 %        |
| Commission                                | 452,6        | 8 570         | 455,5        | 8 412         | 448,9        | 8 313         | 449,2        | 8 162         | 454,1                           | 8 040         | 462,0        | 7 928         | 1,7 %               | -112     | -1,4 %       | 2,1 %               | -642       | -7,5 %       |
| Cour de justice de l'Union européenne     | 5,2          | 142           | 6,1          | 158           | 6,2          | 163           | 6,4          | 156           | 6,7                             | 162           | 7,7          | 176           | 15,3 %              | 14       | 8,3 %        | 49,7 %              | 34         | 24,0 %       |
| Cour des comptes européenne               | 3,5          | 77            | 3,5          | 74            | 3,4          | 69            | 3,5          | 71            | 3,9                             | 77            | 4,2          | 80            | 7,2 %               | 3        | 3,9 %        | 19,7 %              | 3          | 4,0 %        |
| Comité économique et social européen      | 2,7          | 51            | 2,7          | 50            | 2,5          | 47            | 2,6          | 47            | 2,6                             | 45            | 2,6          | 47            | 3,6 %               | 2        | 3,7 %        | -2,5 %              | -4         | -7,4 %       |
| Comité des régions                        | 2,6          | 88            | 2,6          | 88            | 2,5          | 88            | 2,5          | 55            | 2,7                             | 59            | 2,9          | 58            | 6,7 %               | -1       | -2,1 %       | 10,8 %              | -30        | -34,0 %      |
| Médiateur européen                        | 0,2          | 4             | 0,3          | 6             | 0,4          | 9             | 0,5          | 10            | 0,5                             | 12            | 0,7          | 15            | 42,4 %              | 3        | 22,9 %       | 247,0 %             | 11         | 262,5 %      |
| Contrôleur européen de la protection des  | 0,3          | 7             | 0,4          | 8             | 0,4          | 8             | 0,4          | 9             | 0,6                             | 12            | 0,9          | 16            | 38,5 %              | 4        | 33,5 %       | 178,5 %             | 9          | 129,9 %      |
| Service européen pour l'action extérieure | 79,2         | 1 816         | 83,1         | 1 853         | 80,6         | 1 894         | 81,3         | 1 828         | 86,3                            | 1 764         | 89,5         | 1 809         | 3,7 %               | 45       | 2,5 %        | 13,1 %              | -7         | -0,4 %       |
| <b>Total institutions</b>                 | <b>776,1</b> | <b>17 649</b> | <b>782,6</b> | <b>17 743</b> | <b>785,7</b> | <b>18 338</b> | <b>793,8</b> | <b>17 825</b> | <b>825,3</b>                    | <b>18 077</b> | <b>847,0</b> | <b>18 080</b> | <b>4,0 %</b>        | <b>2</b> | <b>1,4 %</b> | <b>9,1 %</b>        | <b>431</b> | <b>2,4 %</b> |

Commission: toutes les rubriques, à l'exclusion des agences exécutives

### Déclaration unilatérale de Chypre, de la France, de la Grèce et de l'Italie

Dans un contexte où le chômage des jeunes reste à un niveau élevé dans de nombreux États membres de l'Union européenne et compte tenu de la priorité que les chefs d'État ou de gouvernement ont accordée à la jeunesse, Chypre, la France, la Grèce et l'Italie tiennent à réaffirmer leur soutien à la prolongation de l'initiative pour l'emploi des jeunes de 2017 jusqu'à 2020, dans le respect du cadre financier pluriannuel actuel.

**Procédures écrites achevées le 14 septembre 2016**

| ACTES LÉGISLATIFS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |          |                    |                                                                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------------|----------------------------------------------------------------|
| ACTE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | DOCUMENT | RÈGLE DE VOTE      | RÉSULTATS DU VOTE                                              |
| Règlement (UE) 2016/1626 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 modifiant le règlement (CE) n° 768/2005 du Conseil instituant une agence communautaire de contrôle des pêches<br>JO L 251 du 16.9.2016, p. 80                                                                                                                                                                                                                                                           | 32/16    | Majorité qualifiée | Tous les États membres ont voté pour; sauf:<br>Abstentions: UK |
| <b>Déclaration du Royaume-Uni</b><br><br>Le Royaume-Uni considère que ces propositions contiennent des obligations relevant de la justice et des affaires intérieures et qu'elles sont donc soumises, en tant que mesures proposées en vertu de la troisième partie, titre V, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, au protocole (n° 21) sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, annexé aux traités. |          |                    |                                                                |
| Règlement (UE) 2016/1625 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 modifiant le règlement (CE) n° 1406/2002 instituant une Agence européenne pour la sécurité maritime (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)<br>JO L 251 du 16.9.2016, p. 77                                                                                                                                                                                                                          | 31/16    | Majorité qualifiée | Tous les États membres ont voté pour; sauf:<br>Abstentions: UK |
| <b>Déclaration du Royaume-Uni</b><br><br>Le Royaume-Uni considère que ces propositions contiennent des obligations relevant de la justice et des affaires intérieures et qu'elles sont donc soumises, en tant que mesures proposées en vertu de la troisième partie, titre V, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, au protocole (n° 21) sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, annexé aux traités. |          |                    |                                                                |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |       |                    |                                                                                          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|
| Règlement (UE) 2016/1624 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, modifiant le règlement (UE) 2016/399 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 863/2007 du Parlement européen et du Conseil, le règlement (CE) n° 2007/2004 du Conseil et la décision 2005/267/CE du Conseil<br>JO L 251 du 16.9.2016, p. 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 29/16 | Majorité qualifiée | Tous les États membres ont voté pour; sauf:<br>N'ont pas pris part au vote: DK, IE et UK |
| <p><b>Déclaration de la Roumanie</b></p> <p>En ce qui concerne le considérant 60, la Roumanie souligne que toute interprétation de la notion de "frontières extérieures" devrait englober les frontières que les États membres dont la liste figure à l'article 52 du TUE et à l'article 1<sup>er</sup> du protocole n° 19 sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne partagent avec des pays tiers.</p> <p>Il en va de même pour la définition visée à l'article 2, point 1, de la proposition, qui renvoie à l'article 2, point 2, du règlement 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 concernant un code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |       |                    |                                                                                          |
| <p><b>Déclaration de la Grèce</b></p> <p>En ce qui concerne l'article 19, paragraphe 1, point b, compte tenu du fait qu'il peut exister divers motifs valables pour expliquer pourquoi une demande d'appui peut ne pas être suffisante, la Grèce souhaite qu'une consultation entre l'Agence et l'État membre concerné – portant notamment sur le type d'appui qui rendrait la demande suffisante – ait lieu avant l'adoption d'un acte d'exécution par le Conseil.</p> <p>En ce qui concerne la mise en œuvre de l'article 42, paragraphe 4, la Grèce estime que les États membres d'origine resteront pleinement résolus à appliquer de bonne foi l'article 273 du TFUE et que le compromis visé à cet article existe déjà.</p> <p>En ce qui concerne l'article 72, paragraphe 2, la Grèce croit comprendre que toute représentation, telle que visée dans ce paragraphe, devrait être conforme à sa législation nationale.</p> <p>En ce qui concerne l'article 72, paragraphe 5, la Grèce estime que la procédure prévue audit paragraphe tient compte de tous les éléments et qu'il n'est pas nécessaire de prévoir d'autres options.</p> |       |                    |                                                                                          |

## Déclaration de la Croatie

En ce qui concerne le considérant 60, à la suite des discussions au sein du Conseil et sur la base de l'avis du Service juridique du Conseil, la Croatie considère que les références au titre II du règlement (UE) 2016/399 et au protocole n° 19 sur l'acquis de Schengen intégré dans le cadre de l'Union européenne s'appliquent à la Croatie.

## Déclarations de l'Allemagne

1. En ce qui concerne l'article 56, paragraphe 3, de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, abrogeant le règlement (CE) n° 863/2007, le règlement (CE) n° 2007/2004 et la décision 2005/267/CE du Conseil, l'Allemagne rappelle le point 8 de la déclaration commune du Parlement européen, du Conseil de l'UE et de la Commission européenne sur les agences décentralisées, selon lequel l'État d'accueil devrait s'engager à [continuer de] répondre aux besoins de l'agence et à ce que les conditions nécessaires au bon fonctionnement de l'agence restent réunies [après sa création]. L'Allemagne se considère liée par cette déclaration, de sorte que son accord à la formulation actuelle du règlement ne devrait pas être considéré comme un précédent pour la création de (nouvelles) agences, et elle demande à la Commission d'en tenir compte à l'avenir lors de l'élaboration de propositions analogues.

2. Contrairement à la Commission, le gouvernement allemand continue d'estimer que l'article 8, paragraphe 6, de la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (directive "retour") ne nécessite pas d'être (expressément) transposé dans la législation allemande. Un système efficace de contrôle du retour forcé existe déjà en Allemagne. Ce contrôle du retour forcé peut également être assuré par les services des étrangers, la police fédérale et la police des différents Länder dans le cadre du contrôle hiérarchique et administratif, ou par des juridictions indépendantes.

Le texte de l'article 8, paragraphe 6, de la directive "retour" est volontairement vague. Le règlement ne formule pas d'obligation d'instituer un organe de contrôle indépendant et le texte de l'article 8, paragraphe 6, n'établit pas davantage cette obligation. Si les auteurs en avaient eu l'intention, ils auraient pu ajouter une telle formule dans le texte de la directive lors de son élaboration.

Comme la Commission l'a elle-même indiqué dans sa lettre du 16 octobre 2014, la vérification par des tiers ne participant pas directement au processus de retour constitue l'essence même du contrôle du retour forcé. Cela s'applique au moins au contrôle judiciaire du retour forcé. Par ailleurs, le texte de l'article 8, paragraphe 6, de la directive mentionne le "contrôle du retour forcé" et non l'"observation" du retour forcé. Le contrôle peut donc aussi être effectué en aval, par les tribunaux, par exemple sur la base d'un recours.

Par ailleurs, en plus des contrôles judiciaire et administratif, différentes organisations non gouvernementales/églises sont également présentes dans certains aéroports allemands particulièrement importants en matière de retours pour observer l'application des mesures d'éloignement.

Les autorités allemandes voient en principe d'un bon œil leur engagement dans ce domaine. Cependant, il n'existe aucune obligation de permettre l'observation des mesures d'éloignement, ce qui n'est d'ailleurs pas nécessaire au vu des possibilités de contrôle qui existent déjà, que l'on a décrites plus haut.

| Adoption d'actes législatifs à l'issue de la deuxième lecture du Parlement européen (Strasbourg, du 12 au 15 septembre 2016)                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                       |               |                   |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|---------------|-------------------|
| ACTES LÉGISLATIFS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                       |               |                   |
| ACTE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | DOCUMENT              | RÈGLE DE VOTE | RÉSULTATS DU VOTE |
| Directive (UE) 2016/1629 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la directive 2009/100/CE et abrogeant la directive 2006/87/CE<br>JO L 252 du 16.9.2016, p. 118                                                                                                                                                    | 37/16<br>12128/16     | sans objet    | sans objet        |
| Règlement (UE) 2016/1724 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 modifiant le règlement (CE) n° 471/2009 concernant les statistiques communautaires relatives au commerce extérieur avec les pays tiers en ce qui concerne les pouvoirs délégués et les compétences d'exécution conférés à la Commission pour l'adoption de certaines mesures (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)<br>JO L 266 du 30.9.2016, p. 1 | 36/16<br>12129/16     | sans objet    | sans objet        |
| Procédure écrite achevée le 15 septembre 2016                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                       |               |                   |
| ACTES NON LÉGISLATIFS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                       |               |                   |
| ACTE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | DOCUMENT/DÉCLARATIONS |               |                   |
| Décision (PESC) 2016/1671 du Conseil du 15 septembre 2016 modifiant la décision 2014/145/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine<br>JO L 249 du 16.9.2016, p. 39                                                                                                                                                | 11796/16              |               |                   |
| Règlement d'exécution (UE) 2016/1661 du Conseil du 15 septembre 2016 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 269/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine<br>JO L 249 du 16.9.2016, p. 1                                                                                                                           | 11798/16              |               |                   |

| 3484 <sup>e</sup> session du Conseil de l'Union européenne (AFFAIRES GÉNÉRALES) tenue à Bruxelles le 20 septembre 2016                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |          |                       |                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-----------------------|---------------------------------------|
| ACTES LÉGISLATIFS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |          |                       |                                       |
| ACTE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | DOCUMENT | RÈGLE DE VOTE         | RÉSULTATS DU VOTE                     |
| Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE, Euratom) n° 883/2013 en ce qui concerne le secrétariat du comité de surveillance de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 25/16    | Majorité qualifiée    | Tous les États membres ont voté pour. |
| ACTES NON LÉGISLATIFS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |          |                       |                                       |
| ACTE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |          | DOCUMENT/DÉCLARATIONS |                                       |
| Décision (UE) 2016/1707 du Conseil du 20 septembre 2016 modifiant la décision 1999/70/CE concernant les commissaires aux comptes extérieurs des banques centrales nationales en ce qui concerne le commissaire aux comptes extérieur de la Eesti Pank<br>JO L 257 du 23.9.2016, p. 13                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |          | 11492/16              |                                       |
| Recommandation du Conseil du 20 septembre 2016 sur la création de conseils nationaux de la productivité<br>JO C 349 du 24.9.2016, p. 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |          | 10252/16              |                                       |
| <b>Déclaration de la Commission</b><br><br>La Commission se félicite de l'adoption par le Conseil de la recommandation sur la création de conseils nationaux de la productivité dans les pays de la zone euro.<br><br>La Commission soutient fermement l'idée d'une participation de conseils de pays hors zone euro à tous les aspects de la coopération concernant les conseils de la productivité. En sa qualité de médiateur visant à faciliter les échanges de vues et l'apprentissage mutuel, la Commission veillera à ce que tous les conseils participants soient traités sur un pied d'égalité dans le cadre de tels échanges. |          |                       |                                       |
| Décision (UE) 2016/1856 du Parlement européen et du Conseil du 11 octobre 2016 relative à la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne afin de fournir une aide à la Grèce<br>JO L 284 du 20.10.2016, p. 21                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |          | 11931/16              |                                       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Décision (UE) 2016/1751 du Conseil du 20 septembre 2016 relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, du protocole de modification de l'accord entre la Communauté européenne et la Principauté d'Andorre prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts<br>JO L 268 du 1.10.2016, p. 38 | 15509/15 |
| Protocole de modification de l'accord entre la Communauté européenne et la Principauté d'Andorre prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts<br>JO L 268 du 1.10.2016, p. 40                                                                                                                    | 15510/15 |
| Décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés dans l'évaluation de 2015 de l'application, par le Liechtenstein, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la politique de retour                                                                                                                                                                                             | 11216/16 |
| Décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés dans l'évaluation de 2015 de l'application, par l'Allemagne, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la politique de retour                                                                                                                                                                                                  | 11704/16 |
| Décision (UE) 2016/1966 du Conseil du 20 septembre 2016 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité mixte de l'EEE en ce qui concerne une modification de l'annexe XIX (Protection des consommateurs) de l'accord EEE (système de règlement extrajudiciaire des litiges)<br>JO L 303 du 10.11.2016, p. 16                                                                                     | 10597/16 |
| Recommandation au Conseil concernant un agrément à titre provisoire relatif à des produits cryptographiques destinés à protéger les liaisons électroniques dans le cadre de l'EU NAVFOR MED                                                                                                                                                                                                                                         | 11737/16 |
| Recommandation au Conseil concernant l'utilisation de produits cryptographiques destinés à protéger les liaisons électroniques dans le cadre du projet GALILEO                                                                                                                                                                                                                                                                      | 11891/16 |
| Conclusions du Conseil relatives à la demande d'adhésion à l'Union européenne présentée par la Bosnie-Herzégovine                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 12415/16 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                        |          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Décision (UE) 2016/1743 du Conseil du 20 septembre 2016 concernant la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord entre l'Union européenne et la République de Colombie relatif à l'exemption de visa de court séjour<br>JO L 264 du 30.9.2016, p. 25                        | 12095/15 |
| Décision (UE) 2016/1741 du Conseil du 20 septembre 2016 concernant la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord entre l'Union européenne et la République de Palau relatif à l'exemption de visa de court séjour<br>JO L 264 du 30.9.2016, p. 21                           | 12080/15 |
| Décision (UE) 2016/1744 du Conseil du 20 septembre 2016 concernant la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord entre l'Union européenne et la République du Pérou relatif à l'exemption de visa de court séjour<br>JO L 264 du 30.9.2016, p. 27                           | 12099/15 |
| Décision (UE) 2016/1742 du Conseil du 20 septembre 2016 concernant la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord entre l'Union européenne et le Royaume de Tonga relatif à l'exemption de visa de court séjour<br>JO L 264 du 30.9.2016, p. 23                              | 12089/15 |
| Décision (PESC) 2016/1693 du Conseil du 20 septembre concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'EIL (Daech) et d'Al-Qaida et de personnes, groupes, entreprises et entités associés, et abrogeant la position commune 2002/402/PESC<br>JO L 255 du 21.9.2016, p. 25         | 10265/16 |
| Règlement (UE) 2016/1686 du Conseil du 20 septembre 2016 instituant des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de l'EIL (Daech) et d'Al-Qaida ainsi que des personnes physiques et morales, des entités ou des organismes qui leur sont liés<br>JO L 255 du 21.9.2016, p. 1 | 11140/16 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Décision d'exécution (PESC) 2016/1694 du Conseil du 20 septembre 2016 mettant en œuvre la décision (PESC) 2015/1333 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye<br>JO L 255 du 21.9.2016, p. 33                                                                                                                                                                         | 11389/16 |
| Règlement d'exécution (UE) 2016/1752 du Conseil du 30 septembre 2016 mettant en œuvre l'article 21, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/44 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye<br>JO L 268 du 1.10.2016, p. 77                                                                                                                                                 | 11391/16 |
| Conclusions du Conseil sur le plan d'action 2016-2020 pour l'administration en ligne                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 12359/16 |
| Décision du Conseil établissant la position à prendre au nom de l'Union concernant certaines propositions qui seront examinées lors de la dix-septième session de la Conférence des Parties (CdP 17) à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) (Johannesbourg, Afrique du Sud, 24 septembre - 5 octobre 2016)          | 11676/16 |
| Décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union, et à l'application provisoire de l'accord entre l'Union européenne et le gouvernement de la République des Philippines sur certains aspects des services aériens                                                                                                                                                                   | 11260/16 |
| Accord entre l'Union européenne et le gouvernement de la République des Philippines sur certains aspects des services aériens                                                                                                                                                                                                                                                                      | 11261/16 |
| <b>Déclaration de la Commission</b><br>La Commission note qu'un accord est intervenu au sein du Conseil sur l'article 2 de la proposition de décision du Conseil.<br>La Commission rappelle qu'elle considère que la signature d'un accord international constitue un acte de représentation extérieure de l'Union, qui est confié à la Commission en vertu de l'article 17, paragraphe 1, du TUE. |          |

| Procédures écrites achevées le 27 septembre 2016                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |          |                       |                                       |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-----------------------|---------------------------------------|
| ACTES NON LÉGISLATIFS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |          |                       |                                       |
| ACTE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |          | DOCUMENT/DÉCLARATIONS |                                       |
| Décision (PESC) 2016/1711 du Conseil du 27 septembre 2016 modifiant la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme<br>JO L 259I du 27.9.2016, p. 3                                                                                                                                            |          | 12317/16              |                                       |
| Règlement (UE) 2016/1710 du Conseil du 27 septembre 2016 modifiant le règlement (CE) n° 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme<br>JO L 259I du 27.9.2016, p. 1                                                                              |          | 12318/16              |                                       |
| 3485 <sup>e</sup> session du Conseil de l'Union européenne (COMPÉTITIVITÉ - <u>MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE, RECHERCHE ET ESPACE</u> )<br>tenue à Bruxelles le 29 septembre 2016                                                                                                                                                                                        |          |                       |                                       |
| ACTES LÉGISLATIFS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |          |                       |                                       |
| ACTE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | DOCUMENT | RÈGLE DE VOTE         | RÉSULTATS DU VOTE                     |
| Position (UE) n° 17/2016 du Conseil en première lecture en vue de l'adoption d'un règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1342/2008 du Conseil établissant un plan à long terme pour les stocks de cabillaud et les pêcheries exploitant ces stocks - Adoptée par le Conseil le 29 septembre 2016<br>JO C 395 du 26.10.2016, p. 1 | 11309/16 | Majorité qualifiée    | Tous les États membres ont voté pour. |

| ACTES NON LÉGISLATIFS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| ACTE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | DOCUMENT/DÉCLARATIONS |
| Décision (UE) 2016/1764 du Conseil du 29 septembre relative à la position à prendre par l'Union européenne au sein du comité mixte UE-OACI, concernant la décision d'adopter une annexe relative à la gestion du trafic aérien au protocole de coopération entre l'Union européenne et l'Organisation de l'aviation civile internationale fournissant un cadre de coopération renforcée<br>JO L 269 du 4.10.2016, p. 14                                           | 12430/16              |
| Décision (UE) 2016/1880 du Conseil du 29 septembre 2016 relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et le gouvernement de la région administrative spéciale de Macao de la République populaire de Chine sur certains aspects des services aériens<br>JO L 289 du 25.10.2016, p. 13                                                                                                                                                             | 5255/2/14 REV 2       |
| Décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du comité de gestion de la convention TIR, en ce qui concerne la proposition visant à modifier la convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR                                                                                                                                                             | 8463/16               |
| Décision (UE) 2016/1795 du Conseil du 29 septembre 2016 établissant la position à prendre au nom de l'Union européenne concernant les amendements apportés aux annexes de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) et au règlement annexé à l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN)<br>JO L 274 du 11.10.2016, p. 52 | 11844/16              |
| Décision (UE) 2016/1857 du Parlement européen et du Conseil du 11 octobre 2016 relative à la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (à la suite d'une demande de la Finlande - EGF/2016/001 FI/Microsoft)<br>JO L 284 du 20.10.2016, p. 23                                                                                                                                                                                               | 12092/16              |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Décision (UE) 2016/1858 du Parlement européen et du Conseil du 11 octobre 2016 relative à la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (à la suite de la demande présentée par la Suède – EGF/2016/002 SE/Ericsson)<br>JO L 284 du 20.10.2016, p. 25                                     | 12094/16 |
| Décision (UE) 2016/2117 du Conseil du 29 septembre 2016 relative à la conclusion, au nom de l'Union, d'un accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part<br>JO L 329 du 3.12.2016, p. 6 | 5432/15  |
| Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part<br>JO L 329 du 3.12.2016, p. 8                                                                                                           | 18204/16 |
| Décision d'exécution (PESC) 2016/1746 du Conseil du 29 septembre 2016 mettant en œuvre la décision 2013/255/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la Syrie<br>JO L 264 du 30.9.2016, p. 30                                                                                                  | 10871/16 |
| Règlement d'exécution (UE) 2016/1735 du Conseil du 29 septembre 2016 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 36/2012 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Syrie<br>JO L 264 du 30.9.2016, p. 1                                                                                       | 10872/16 |
| Décision d'exécution (PESC) 2016/1747 du Conseil du 29 septembre 2016 mettant en œuvre la décision 2014/932/PESC concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Yémen<br>JO L 264 du 30.9.2016, p. 36                                                                                        | 12035/16 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Règlement d'exécution (UE) 2016/1737 du Conseil du 29 septembre 2016 mettant en œuvre l'article 15, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1352/2014 concernant des mesures restrictives eu égard à la situation au Yémen<br>JO L 264 du 30.9.2016, p. 13                                                                                                                                   | 12036/16        |
| Décision d'exécution (PESC) 2016/1748 du Conseil du 29 septembre 2016 mettant en œuvre la décision 2011/486/PESC concernant des mesures restrictives instituées à l'encontre de certaines personnes, et de certains groupes, entreprises et entités au regard de la situation en Afghanistan<br>JO L 264 du 30.9.2016, p. 38                                                            | 12439/16        |
| Règlement d'exécution (UE) 2016/1736 du Conseil du 29 septembre 2016 mettant en œuvre l'article 11, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 753/2011 concernant des mesures restrictives instituées à l'encontre de certains groupes et de certaines personnes, entreprises ou entités au regard de la situation en Afghanistan<br>JO L 264 du 30.9.2016, p. 8                               | 12440/16        |
| Décision (PESC) 2016/1745 du Conseil du 29 septembre 2016 modifiant la décision (PESC) 2015/1763 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Burundi<br>JO L 264 du 30.9.2016, p. 29                                                                                                                                                                               | 11810/16        |
| Décision (UE) 2016/1780 du Conseil du 29 septembre 2016 établissant la position à prendre au nom de l'Union européenne au sein du comité mixte institué par l'accord entre l'Union européenne et la Géorgie visant à faciliter la délivrance de visas, en ce qui concerne l'adoption de lignes directrices communes pour la mise en œuvre de cet accord<br>JO L 272 du 7.10.2016, p. 72 | 11470/16        |
| Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations avec la République fédérale du Nigeria en vue d'un accord de réadmission entre l'Union européenne et la République fédérale du Nigeria                                                                                                                                                                                       | 11975/16        |
| Décision (UE) 2016/1754 du Conseil du 29 septembre 2016 modifiant la décision (UE) 2015/1601 instituant des mesures provisoires en matière de protection internationale au profit de l'Italie et de la Grèce<br>JO L 268 du 1.10.2016, p. 82                                                                                                                                            | 8330/1/16 REV 1 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| Règlement d'exécution (UE) 2016/1792 du Conseil du 29 septembre 2016 remplaçant les annexes A, B et C du règlement (CE) n ° 1346/2000 relatif aux procédures d'insolvabilité<br>JO L 274 du 11.10.2016, p. 35                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 11451/1/16 REV 1 |
| Décision (UE) 2016/2079 du Conseil du 29 septembre 2016 relative à la signature, au nom de l'Union européenne, et à l'application provisoire de l'accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part<br>JO L 321 du 29.11.2016, p. 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 9778/16          |
| <b>Déclaration du Portugal</b><br><br>Dans le respect des compétences réparties entre l'Union européenne et ses États membres, telles qu'elles sont définies dans les traités, la décision du Conseil autorisant l'application provisoire par l'UE de l'accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, n'a pas d'incidence sur l'autonomie décisionnelle du Portugal en ce qui concerne les questions relevant de sa compétence nationale; la décision du Portugal d'être lié par l'accord dépend de l'aboutissement des procédures internes de ratification, et de l'entrée en vigueur de l'accord dans l'ordre juridique international, conformément à ses principes et règles constitutionnels. |                  |
| Accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part<br>JO L 321 du 29.11.2016, p. 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 9787/16          |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Décision du Conseil relative à la signature, au nom de l'Union européenne, et à l'application provisoire de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 9773/16 |
| <p><b>Déclaration du Portugal</b></p> <p>Dans le respect des compétences réparties entre l'Union européenne et ses États membres, telles qu'elles sont définies dans les traités, la décision du Conseil autorisant l'application provisoire par l'UE de l'accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part, n'a pas d'incidence sur l'autonomie décisionnelle du Portugal en ce qui concerne les questions relevant de sa compétence nationale; la décision du Portugal d'être lié par l'accord dépend de l'aboutissement des procédures internes de ratification, et de l'entrée en vigueur de l'accord dans l'ordre juridique international, conformément à ses principes et règles constitutionnels.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |         |
| <p><b>Déclaration de la Roumanie</b></p> <p>La Roumanie souligne l'importance de l'accord-cadre pour consolider et approfondir le dialogue politique et la coopération dans divers domaines d'intérêt commun entre l'Union européenne et l'Australie.</p> <p>La Roumanie rappelle que le SEAE s'est engagé à aborder, au niveau du comité mixte qui doit être institué par l'accord, les aspects présentant un intérêt particulier qui ont été mis en exergue par plusieurs États membres lors du processus de négociation de l'accord, notamment l'importance de garantir la pleine réciprocité en matière de visas, comme l'a souligné la Roumanie.</p> <p>Nous insistons sur le fait que cette question demeure une priorité et un sujet de préoccupation pour la Roumanie, étant donné que l'Australie continue d'appliquer un traitement différent aux citoyens roumains dans le processus d'octroi des visas, qui se traduit par un taux nettement inférieur d'octroi automatique de visas pour les citoyens roumains par rapport aux autres citoyens de l'UE.</p> <p>Nous escomptons que le SEAE exprimera nos préoccupations au sein du comité mixte après la signature de l'accord et qu'il nous informera en conséquence du résultat des débats.</p> |         |
| Accord d'association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 9776/16 |

**3486<sup>e</sup> session du Conseil de l'Union européenne (ENVIRONNEMENT) tenue à Bruxelles le 30 septembre 2016****ACTES NON LÉGISLATIFS**

| ACTE                                                                                                                            | DOCUMENT/DÉCLARATIONS |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| Conclusions du Conseil concernant la préparation des réunions de la CCNUCC qui se tiendront à Marrakech (7 au 18 novembre 2016) | 12807/16              |

**Procédures écrites achevées le 30 septembre 2016****ACTES NON LÉGISLATIFS**

| ACTE                                                                                                                                                                                                                                               | DOCUMENT/DÉCLARATIONS |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| Décision (PESC) 2016/1755 du Conseil du 30 septembre 2016 modifiant la décision (PESC) 2015/1333 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye<br>JO L 268 du 1.10.2016, p. 85                                            | 12467/16              |
| Règlement d'exécution (UE) 2016/1752 du Conseil du 30 septembre 2016 mettant en œuvre l'article 21, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/44 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye<br>JO L 268 du 1.10.2016, p. 77 | 12472/164             |